

1896. Une première : un Canadien français dirige le Canada

Réal Bélanger

Number 73, Spring 2003

Entre raison et passion : les Québécois et les élections

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7405ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bélanger, R. (2003). 1896. Une première : un Canadien français dirige le Canada. *Cap-aux-Diamants*, (73), 24–28.

1896

UNE PREMIÈRE :

UN CANADIEN FRANÇAIS
DIRIGE LE CANADA

■ Wilfrid Laurier (1841-1919). Député provincial de Drummond-Arthabaska (1871-1874), puis au fédéral (1874-1877) et ministre du Revenu (1877-1878). Député de Québec-Est (1877-1919). Chef du parti libéral de 1887 à 1919. Premier ministre du Canada (1896-1919). Photographie A.R. Roy, Lévis. (Collection Yves Beauregard).

PAR RÉAL BÉLANGER

L'élection fédérale du 23 juin 1896 est sans contredit l'une des élections les plus importantes de l'histoire canadienne. Elle marque une rupture avec le passé, elle balise les voies de l'avenir du pays, elle enthousiasme le Québec francophone qui voit pour la première fois l'un de ses fils, Wilfrid Laurier, devenir premier ministre du Canada. Nous présenterons d'abord le contexte de cette élection, les forces en présence et les enjeux,

puis nous suivrons son déroulement pour parvenir à ses résultats et à leurs répercussions sur la société québécoise. Bien que fédérale, cette élection sera analysée surtout à partir du Québec, un lieu privilégié pour en comprendre toute la signification.

LE CONTEXTE, LES FORCES
EN PRÉSENCE ET LES ENJEUX

C'est dans un contexte de fin de règne que, le 23 avril 1896, le premier ministre conservateur Mackenzie Bowell, à qui succédera quatre jours plus tard le très âgé Charles Tupper, déclenche des élections générales qu'il fixe au 23 juin suivant. Depuis la mort de John A. Macdonald, en 1891, les conservateurs vivent en effet dans la tourmente. Ils n'en finissent plus de remplacer leurs chefs, de s'entrechoquer dans les divisions internes, de colmater du mieux qu'ils peuvent les accusations de favoritisme. Ils n'arrivent toujours pas, en outre, à renouveler leur programme politique centré principalement sur la vieille «politique nationale» de Macdonald et ne parviennent pas, non plus, à juguler la crise économique endémique qui perturbe les Canadiens depuis plusieurs années.

Pire, ce parti ne semble plus représenter la force nationale en mesure de canaliser les tensions de toutes sortes qui se manifestent au Canada. En premier lieu, bien sûr, les animosités ethniques qui saccagent l'unité canadienne depuis plus d'une décennie. En fait foi, depuis 1890, leur incapacité à régler rapidement la question des écoles du Manitoba née cette année-là d'une politique absurde du gouvernement provincial de Thomas Greenway. Cette loi avait aboli les écoles séparées dans la province, ce qui provoqua entre autres l'ire de la minorité catholique canadienne-française du pays et du clergé, son chef de file. Au tout début de 1896, après de multiples démarches devant les tribunaux, la question avait rebondi aux Communes où les conservateurs avaient dû intervenir comme gouvernement. Après des tergiversations, des démissions de ministres et des rebondissements de tout genre, un projet de loi réparateur, favorable à la minorité, fut enfin déposé aux Communes, le 11 février 1896. Mais il était trop tard. Dans l'émotion la plus



Joseph-Israël Tarte (1848-1907). D'abord député conservateur, il se rallia à Laurier qui le nomma ministre des Travaux publics (1896-1902). (*Mémorial du Québec*, tome IV, p. 116).

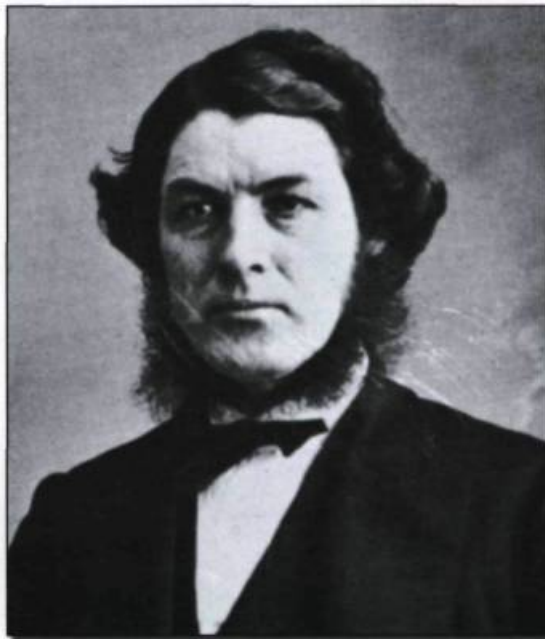
grande, enflammée par des débats acrimonieux, les libéraux de Laurier, eux-mêmes divisés sur le sujet, ont fait échouer le projet. Ils se sont accrochés à la conciliation avec Greenway, plus rentable, selon eux, à long terme. Tous en conviennent donc ce 23 avril 1896 : seules des élections générales peuvent résoudre la question des écoles du Manitoba, et ce, d'autant plus que le septième Parlement est pratiquement parvenu au terme de ses cinq années d'existence légale. Évidemment, ce ne sera pas le seul enjeu de l'élection : il y en aura d'autres comme l'économie et les tarifs. Mais au Québec, indéniablement, voilà l'enjeu principal.

Il s'agit d'un sujet qui sert bien Laurier dans sa province. En fait, plus d'un Canadien sait que l'heure des libéraux a enfin sonné. Leur appétit de pouvoir, dont ils sont exclus depuis dix-huit longues années, et leur espoir de victoire les aiguillonnent. Il faut dire que depuis leur grand congrès national, tenu en 1893, les libéraux ont peaufiné leur programme et l'ont adapté aux demandes de la société, notamment en matière économique où la réciprocité illimitée avec les États-Unis fut atténuée. Ils se sont aussi munis d'une organisation solide à la grandeur du pays qui leur permettra de compter sur 193 candidats dans cette élection. Ils sont à ce point prêts qu'ils se présentent alors comme la seule

force nationale capable de gouverner et de conduire le Canada à l'approche du XX^e siècle. Surtout, ils promènent leur chef, Wilfrid Laurier, une inspiration pour eux. Il symbolise à leurs yeux le Canada moderne à construire. À 54 ans, leader du parti depuis 1887, l'homme, ancré dans le libéralisme modéré, a fière allure et est doté d'un charisme et d'une éloquence irrésistibles. Ces dons ont tout pour fasciner les Canadiens fatigués des luttes de race et de religion et disposés à accueillir un meneur rassurant. C'est lui qui pourrait faire la différence dans cette élection. Surtout au Québec, son lieu natal où on est si attiré par les individus de grand panache comme lui, si sensible aux élans oratoires aux accents de vérité et où on attend un sauveur tourné vers l'avenir, mais doué aussi pour les défendre dans le présent. Un chef, en somme, qui serait la revanche sur 1759, un rassembleur en mesure d'unir les modérés de tous les partis. Laurier, disent les libéraux du Québec, sera ce Messie dans cette élection difficile pour laquelle l'organisateur Joseph-Israël Tarte, un transfuge conservateur, mobilise la meilleure équipe depuis 1867.

POUR L'HONNEUR DE LA RACE

Aussitôt les élections déclenchées, aussitôt le combat s'engage, féroce et sans merci, pour combler les 213 sièges de la Chambre. Tupper, malgré ses 75 ans, montre une énergie décuplée qui stimule les 208 autres candidats de son parti. Il parcourt toutes les régions du Canada, débutant, évidemment, par la ville de Winnipeg. Partout, il parle du problème des écoles du Manitoba. Partout, aussi, il diversifie les enjeux : ils sont à la fois économiques, centrés sur les tarifs, et politiques,



Charles Tupper (1821-1915). Il fut premier ministre du Canada en 1896 et chef de l'opposition jusqu'aux élections de 1900. Photographie Notman. (Collection privée).

tirés du bilan des gouvernements conservateurs depuis 1891. Partout, il attaque les libéraux qui masquent l'incohérence de leur programme en combattant le projet réparateur. Partout, enfin, il brandit son courage et celui des siens pour avoir proposé de satisfaire pleinement la minorité catholique. Même si en Ontario certains de ses candidats le rabrouent déjà à cet égard, il se fait rassurant pour le futur. Surtout au Québec où, péremptoire, il confirme aux «électeurs [des 65 circonscriptions] que son gouvernement [réélu] reconnaîtra aux catholiques manitobains leurs droits constitutionnels». Cette attitude plaît à la majorité du clergé catholique du Québec, le haut clergé en tête, qui se met de la partie, aidée par M^{re} Adélar Langevin, l'archevêque de Saint-Boniface, qui vient y prêcher les vertus du projet réparateur et supplier la population d'appuyer les candidats qui l'approuveraient. Le 16 mai, en effet, les évêques publient un mandement, lu le lendemain dans toutes les églises, qui demande aux fidèles de soutenir seulement ceux qui «formellement et solennellement»

■
Arthur Dansereau (1844-1918). Journaliste surnommé le «boss Dansereau», directeur de *La Presse* (1876-1891), et à nouveau en 1899. Il mit ce journal au service de Laurier. (Banque d'images Cap-aux-Diamants).



M^{re} Louis-François Laflèche (1818-1898). Évêque de Trois-Rivières depuis 1870, il fut un adversaire acharné de Wilfrid Laurier. (Archives nationales du Québec à Québec).

ratifieraient à la Chambre toute loi qui rendrait à la minorité catholique du Manitoba ses droits scolaires. Certes, le texte apparaît finalement modéré et pourrait même permettre aux libéraux de s'y conformer. Mais M^{re} Louis-François Laflèche de Trois-Rivières va plus loin : vous commettriez un péché mortel, dira-t-il en substance aux électeurs, si vous votez pour Laurier. Le duel à finir oppose donc aussi, aux yeux de plusieurs, la grande majorité des évêques à Laurier même si, faut-il l'admettre, l'élection présente des aspects plus diversifiés. La presse conservatrice s'en mêle évidemment et, en général, plus l'élection progresse, plus elle devient véhémente. Sans cesse, elle rappelle les directives de M^{re} Laflèche et l'attitude négative des libéraux à la Chambre. Puis, elle jette son fiel sur Laurier qui a trahi la minorité et attaque féroce les journaux libéraux qui défient l'épiscopat. *La Minerve* écrira que M^{re} Laflèche «avait vu clair dans son examen des hommes et des choses libérales de notre pays» et que «le peuple canadien sait que la politique de M. Laurier a été blâmée par les évêques». Comment donc, en ces circonstances, les conservateurs de Tupper ne pourraient-ils pas profiter des votes catholiques? Pourtant, la voie n'apparaît pas si aisée à Tupper au Québec. Les francophones ne se reconnaissent pas en lui et son équipe, dominée par des ministres à tendance ultramontaine et sans réel panache, y demeure plutôt terne et divisée. Le déjà légendaire Joseph-Adolphe Chapleau, une figure conservatrice imposante, refuse de s'impliquer dans la lutte tandis que le coriace Arthur Dansereau est déjà passé du côté libéral. Et, bien sûr, il y a Laurier.

L'homme est prêt aux duels épiques. Cette fois, il sait qu'il peut triompher malgré les obstacles. Son équipe, déjà solide, pourra même compter après les élections sur la présence dans ses rangs à Ottawa de trois anciens premiers ministres provinciaux, Oliver Mowat de l'Ontario, Andrew G. Blair du Nouveau-Brunswick et William S. Fielding de la Nouvelle-Écosse. Dès le début de l'engagement, Laurier décide de concentrer ses énergies : il laisse l'Ouest à Clifford Sifton et l'Est à Fielding et Blair. Il se réserve l'Ontario et le Québec. Et il fonce dans la bataille, la bataille de sa vie politique. Partout, il fait valoir le programme de 1893, ce qui rassure en particulier les industriels. Surtout, il attaque. D'abord, bien sûr, la loi réparatrice des conservateurs. Il revient ainsi sur ses arguments émis à la Chambre, insiste sur une enquête à mener au Manitoba, s'attarde sur la conciliation promise. Il n'oublie ni la «politique nationale» ni la corruption administrative ni les déficits budgétaires du gouvernement conservateur. Les foules accourent et savent que l'air frais attendu les pénètre déjà. Au Québec, où il se fait plus catégorique qu'en Ontario à propos des écoles, sa campagne relève à plusieurs égards de la fête politique. Dès le soir du 24 avril, il y amorce les débats au parc Sohmer de Montréal. Au-delà des discours, il faut retenir l'atmosphère, l'ambiance de l'assemblée qui deviendra, selon l'historien Robert Rumilly, «la plus belle réunion électorale de toutes les annales canadiennes». Ce soir-là, Laurier, le petit Canadien français de Saint-Lin, est accueilli en héros. Escorté, d'abord, par un cortège aux flambeaux d'une ampleur jamais vue qui parcourt les rues de la ville parmi les feux d'artifice, les fanfares et moult applaudissements et cris, Laurier parvient enfin à l'assemblée. Là, l'attendent plus de 10 000 personnes, 40 députés fédéraux et provinciaux, sans parler des associations d'étudiants. L'image du roi de la fête est saisissante dans la nuit. Elle se transportera par la suite dans les principales villes du Québec, dans chacune des luttes locales, et imprénera la mémoire des Canadiens français. Sur elle, Tarte déterminera les contours de sa stratégie à laquelle il associera, dans un nationalisme plutôt romantique, le sentiment de fierté de voir l'un des fils de la patrie canadienne-française à la tête du pays. Entre le peuple, avide d'admiration, et l'idole en construction, la communion s'installe progressivement et s'étend à la grandeur de la province.

Laurier, comme tous les autres candidats, joue sur cette corde sensible. Comme à Saint-Raphaël-de-Bellechasse lorsqu'il tance Thomas Chapais : «Avez-vous plus confiance pour régler la question des écoles, dans

l'Anglo-protestant Tupper que dans Laurier, canadien-français et catholique?» Et Tarte, bien sûr, renchérit : «Compatriotes, oubliez que vous êtes libéraux ou conservateurs, et demandez-vous si ce ne serait pas un honneur pour notre province d'avoir un Canadien français comme premier ministre du Dominion». Les journaux libéraux en rajoutent. En particulier *L'Électeur* de Québec, *Le Soir* et *La Patrie* de Montréal. Puis, ils s'en prennent allègrement à M^{re} Laflèche et aux feuilles conservatrices qui honnissent tant leur chef et sa politique sur les écoles. *L'Électeur* n'en démord pas : «La campagne électorale a pris le caractère d'une espèce de guerre sainte [...]. Jamais encore notre pays n'a été témoin d'une aussi criminelle et aussi scandaleuse exploitation de la religion». *La Patrie*, pour sa part, conclut ainsi : «On va voir si Laurier est plus fort que les évêques». La campagne s'intensifiant, des membres du bas clergé passent du côté libéral tandis que des électeurs ne savent plus trop si leurs votes les conduiront directement en enfer. Mais ils voteront. Comme les autres Canadiens. Ils pressentent qu'ils contribueront ainsi à ouvrir une grande page de l'histoire canadienne.

«LA MAGIE DE LAURIER ÉTOUFFE L'APPEL DES ÉVÊQUES»

Le 23 juin 1896, la victoire libérale éclate au grand jour. Par 118 sièges contre 88, l'équipe de Laurier triomphe. Certes, les conservateurs soutiennent avec raison qu'ils ont obtenu la majorité des voix exprimées – 46,1% contre 45,1% –, mais ils sont évincés du pouvoir. C'est le Québec qui fait la différence, et ce, comme jamais auparavant. Dans le

Gravure illustrant le conflit des écoles du Manitoba. (*Mémorial du Québec*, tome IV, p. 63).



Canada anglais, en effet, les conservateurs remportent trois circonscriptions de plus que les libéraux. Mais le Québec, et par des grosses majorités souvent, se donne à Laurier qui recueille jusqu'à 49 des 65 comtés. L'historien Robert Rumilly ne peut s'empêcher de constater que «la magie de Laurier [y a] étouff[é] l'appel des évêques». Il n'a pas tort. Arthur Dansereau renchérit en 1901 : «Le peuple à qui il faut une idole se tourna vers Laurier en 1896». C'est de cela dont il s'agit aussi. Les Canadiens, et en particulier les Canadiens français, fatigués des tensions et des inquiétudes des dernières années, se rallient alors à un chef charismatique, porteur d'espoir, promoteur d'un avenir grandiose à partager. Certes, cet homme, premier Canadien français à diriger le pays, ne servira pas toujours les siens à la hauteur de leurs ambitions comme en témoignera, entre autres, le règlement de la question des écoles du Manitoba. Mais, confiants, les Canadiens français misent sur lui, emprisonnés dans leur admiration béate. Ce sera le début véritable de leur longue liaison avec le parti libéral qui s'étendra jusque tard dans le XX^e siècle et qui lui procurera tant de victoires. Rupture avec l'ère des conservateurs, signe d'une évolution dans la mentalité des Canadiens français

dans leur rapport à la politique et à la religion, ce 23 juin 1896 marque aussi l'arrivée d'une génération de politiciens talentueux. Sur les bases du libéralisme et du nationalisme, ils poseront les balises du développement futur du Canada. ♦

■ Réal Bélanger est historien au Département d'histoire de l'Université Laval et directeur du Dictionnaire biographique du Canada.

Pour en savoir plus :

Richard Jones. *Vers une hégémonie libérale. Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King*. Québec, PUL, 1980, p. 36.

Robert Rumilly. *Histoire de la province de Québec*, vol. VIII : *Laurier*. Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1942.

La Patrie, 22 juin 1896.

Cité dans Rumilly, *op. cit.*, p. 83.

Robert Rumilly. *Henri Bourassa. La vie publique d'un grand Canadien*. Montréal, Éditions de l'Homme, 1953, p. 32.

La Presse, 30 novembre 1901.



Société généalogique canadienne-française

Une revue trimestrielle prestigieuse



Un centre de recherche unique !

Devenez membre de la plus importante société de généalogie de la francophonie



<http://www.sgcf.com>



Les Bédard depuis six siècles
De faux Tremblay

Participez activement à la promotion de la généalogie au Québec

3440, rue Davidson, Montréal (Québec) H1W 2Z5

Téléphone : (514) 527-1010 ~ Télécopieur : (514) 527-0265 ~ Courriel : info@sgcf.com